



Tout le monde < contre le Franc CFA > ?

Formes de protestation contre la Françafrique dans la musique
populaire en Afrique subsaharienne

Julien Bobineau (Iéna)

HeLix 18 (2025), p. 12–31. doi: 10.1158/helix.2025.1.110872

Abstract

France's persistent influence on its former colonies in sub-Saharan Africa and the Françafrique that grew out of it have been criticised since African independence. The instruments of this influence include language and cultural policy, the operation of military bases and active intervention in military conflicts, as well as control over the currency union of the Franc de la Communauté Financière d'Afrique (CFA), which comprises a total of 14 African states. Since the African states have to store up to 50 percent of their gold reserves in France for this purpose, many observers speak of a neo-colonial dependency relationship. In this article, the critique of these dependency relationships around the Franc CFA in popular rap and reggae music will be analysed more closely. After an introduction to the historical development of the Franc CFA, the focus is first on various forms of protest against France's influence in sub-Saharan Africa, before selected songs are examined in the following text analysis.

All rights reserved. Dieser Artikel ist urheberrechtlich geschützt. Alle Rechte vorbehalten. Die Weiterverwendung des hier bereitgestellten Artikels ist ohne die ausdrückliche Genehmigung von HeLix (und/oder des/der Verfassers/in) nicht gestattet.

Tout le monde « contre le Franc CFA » ?

Formes de protestation contre la Françafrique dans la musique populaire en Afrique subsaharienne

Julien Bobineau (Iéna)

Aux terrains de jeux au soleil
Aux chaises longues pour politiques
Bolloré, Bouygues, Vivendi, Elf
Se servent sur la Pompafric
(Tryo, *Pompafric*)

Introduction

« La France – on l’aime et on la déteste ».¹ C’est avec cette métaphore dichotomique que le journaliste ivoirien Venance Konan décrit l’image récente de la France dans les anciennes colonies. Les relations franco-africaines sont en effet ambivalentes depuis le début de la colonisation de l’Afrique, ce qui ressemble à un euphémisme : à partir du 17^e siècle, les Français ont commencé à exploiter des centaines de milliers d’esclaves en colonisant la côte ouest africaine. Le prétexte de la colonisation française élargie au début du 19^e siècle était l’exécution d’une soi-disant « mission civilisatrice », à la suite de laquelle la « grande nation » voulait faire profiter les populations dites « non civilisées ». Après les indépendances africaines, cette dichotomie paternaliste s’est poursuivie sous le terme de la « coopération au développement » et a conduit à la création de la Françafrique. Il s’agit d’un concept plutôt non formel dont l’esprit est néanmoins institutionnalisé de manière formelle par des engagements politiques, économiques et militaires. C’est d’ailleurs Félix Houphouët-Boigny, premier président de la Côte d’Ivoire indépendante, qui a donné

¹ KONAN, « La France, on l’aime et on la déteste », s.p.

son nom à la Françafrique.² A la fin des années 1950, il voyait en la France un partenaire libertaire et altruiste sur la voie de l'indépendance économique et politique de l'Afrique. Aujourd'hui, par contre, le bilan est loin d'être positif du point de vue africain : Le maintien de bases militaires garantit l'imposition des intérêts de la France, tandis que certains accords sur l'exploitation des matières premières datent encore de l'époque coloniale.

De plus, la prétention hégémonique des entreprises françaises comme Auchan, Total et Bolloré sur les marchés africains offre régulièrement l'occasion de remettre en question la Françafrique. Enfin, et non des moindres, le *Franc de la Communauté Financière d'Afrique* (CFA), une monnaie dans 14 pays africains, lié à l'Euro et imprimé en France, est considéré comme un symbole de l'oppression néocoloniale. En outre, la politique

linguistique et culturelle internationale de la France, avec des instruments tels que l'*Organisation internationale de la Francophonie* (OIF) et les chaînes de radio et de télévision comme *Radio France Internationale* (RFI) et *TV5 Monde*, continue de véhiculer l'image d'une mission culturelle impérialiste afin de pouvoir maintenir des relations de dépendance coloniale à tous les niveaux, même au 21^e siècle. Dans ce contexte, les concepts de la Françafrique et du Franc CFA sont critiqués depuis les indépendances dans les débats politiques et médiatiques³ et aussi dans les arts.⁴

Le présent article se penche sur la question de savoir comment la protestation contre le Franc CFA est traitée dans les genres de la musique populaire d'Afrique subsaharienne. Sept chansons de rap et de reggae sélectionnées dans six pays de la zone CFA sont comparées, afin de mettre en évidence les points communs dans la popularisation des chansons et de leurs messages. Après une introduction sur l'histoire et l'évolution de

² Cf. DIALLO, « Félix Houphouët-Boigny, le « Big Boss » de la Françafrique ».

³ Par exemple, le documentaire « L'argent, la liberté, une histoire du Franc CFA » (2022) a attiré l'attention des médias sur le Franc CFA dans le monde francophone.

⁴ Voir par exemple, pour la littérature, l'ouvrage *Jusqu'à la mort du franc cfa. Le prix du refus de la servitude monétaire* (2020) de l'auteur français Souleymane Boël ou le court métrage *Le Franc* (1994) du réalisateur sénégalais Djibril Diop Mambéty.

la monnaie commune du 19^e siècle à nos jours, les arguments pour et contre le maintien du système Franc CFA sont tout d'abord discutés. Ensuite, dans le troisième chapitre, l'accent est mis sur les différentes organisations et mouvements de protestation en France et en Afrique subsaharienne, avant de passer à l'analyse dans le quatrième chapitre, consacrée à la comparaison des chansons. Un résumé final conclut les réflexions et résume les principales observations. Sur le plan méthodologique, la théorie postcoloniale et l'analyse du discours sont à la base de cette contribution.

« On l'aime ... » – L'histoire du Franc CFA

Le Franc CFA divise le champ des scientifiques, des économistes, des politiciens et des professionnels des médias, tout comme les artistes, sans oublier les populations des pays africains de la zone CFA. Les uns voient la monnaie comme un facteur économique stabilisateur et un accélérateur de développement tandis que l'autre camp considère à son tour une influence néocoloniale de la France grâce aux réserves de devises et aux bases militaires. Alors que ses promoteurs soulignent ses effets positifs en termes de stabilité macroéconomique, de faible inflation et de stimulation du développement des institutions étatiques,⁵ ses détracteurs mettent en avant l'influence néocoloniale de la France et la préférence accordée aux produits d'exportation français grâce au couplage à l'Euro.⁶ Pour pouvoir constater les effets positifs et négatifs du Franc CFA, il est nécessaire de se pencher sur les origines historiques de l'union monétaire à la fin du 19^e siècle : La France commença à centraliser ses colonies dans les régions administratives *Afrique-Occidentale française* (AOF) et *Afrique-Équatoriale française* (AEF) en créant deux zones monétaires avec leur propre monnaie coloniale.

Avec la fin de la Seconde Guerre mondiale et l'établissement du système de Bretton Woods, la France réorganisa également le système monétaire colonial : le *Franc des Colonies françaises d'Afrique* (CFA) fut

⁵ Cf. par ex. SUCHANEK, « The CFA Zone: A Positive Example of Monetary Coordination? ».

⁶ Cf. par ex. PIGEAUD/SYLLA, *L'arme invisible de la Françafrique* ; TAYLOR, « France à fric : the CFA zone in Africa and neocolonialism ».

désormais lié au *Franc Français* (FF) avec un taux de change fixe. Comme l'économie française était très affaiblie après la guerre, que la nourriture et les ressources manquaient et que les réserves d'or du pays avaient diminué, la France avait de grandes difficultés à payer les importations nécessaires.⁷ Dans les colonies, l'impact de la Seconde Guerre mondiale a été beaucoup moins incisif, avec pour résultat une inflation plus faible, ce qui a constitué une raison suffisante pour le gouvernement français stabiliser son économie à l'« aide » des territoires africains sous domination coloniale : La politique monétaire de l'après-guerre a nettement revalorisé le Franc CFA nouvellement organisé par rapport au FF avec un taux de 1,70 Franc CFA pour 1 FF, ce qui a permis à la France de se consolider au niveau national et international – au détriment des colonies, comme le soulignent Fanny Pigeaud et Ndongo Samba Sylla : « Un Franc CFA fort rend les produits de la métropole [en France] moins chers. En même temps, il réduit la compétitivité internationale des produits des colonies, qui sont donc obligées d'exporter davantage vers la métropole. »⁸

Même après les indépendances des anciennes colonies, la plupart des nouveaux États sont restés dans la zone CFA, à quelques exceptions, comme le Mali, qui a lancé sa propre monnaie indépendante à partir de 1962, mais qui est revenu au Franc CFA en 1984. En France même, les critiques économiques libérales à l'égard des coûts élevés de la politique de développement se sont multipliées – avec le résultat que la France a dévalué le Franc CFA de 50% en 1994, sans consultation des membres de la zone CFA.⁹ Malgré les protestations politiques persistantes contre cette dévaluation, tous les membres de l'époque sont restés dans l'union monétaire, qui est aujourd'hui divisée en deux zones : la zone ouest-africaine BCEAO avec le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal ainsi que le Togo et la zone d'Afrique centrale BEAC, composé de la Guinée équatoriale, le Gabon, le Cameroun, la République du Congo, le Tchad et la République centrafricaine :

⁷ Cf. ici et dans la suite PIGEAUD/SYLLA, « Der CFA-Franc », 57.

⁸ Ibid., traduit par l'auteur.

⁹ Cf. SCHLICHTÉ, « La Françafrique », 312.

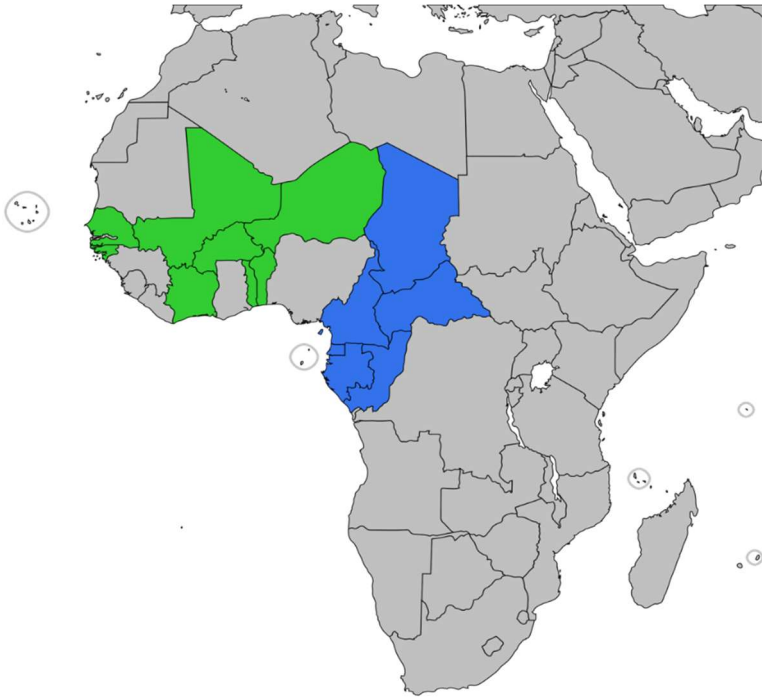


Fig. 1 : La zone ouest-africaine BCEAO en vert et la zone d'Afrique centrale BEAC en bleu¹⁰

Bien que les deux zones partagent de facto la même monnaie, une plus grande interconnexion de la région n'a pas été encouragée institutionnellement, de sorte que la BCEAO et la BEAC agissent pratiquement indépendamment l'une de l'autre et ne profitent guère des avantages de la monnaie commune.¹¹ Un grand défi est l'hétérogénéité socio-économique des pays membres des deux zones, qui varient parfois fortement par rapport à d'autres unions monétaires comme l'*Union monétaire européenne* ou la *Common Monetary Area* en Afrique du Sud : alors que dans la zone de la BCEAO, la Guinée-Bissau présente un produit intérieur brut (PIB) moyen

¹⁰ Wikimedia Commons, Glentamara, Public Domain.

¹¹ Cf. GULDE, « Overview », 10.

de 918 dollars US par habitant (2021),¹² cette valeur est plus de 2,5 fois supérieure dans le pays du partenaire de la zone BCEAO, la Côte d'Ivoire, avec 2.534 dollars US par habitant (2021).¹³ Indépendamment de cette hétérogénéité économique, le taux de change du Franc CFA est fixé à exactement 655,957 Franc CFA = 1 Euro dans tous les pays des deux zones. Afin de maintenir cette garantie de valeur, tous les États du Franc CFA sont tenus de stocker au moins 50% de leurs réserves d'or en France. La banque centrale française est également responsable de l'impression du Franc CFA et présente dans les conseils d'administrations des deux zones. Cela devrait changer à l'avenir : Avec l'ECO, qui dérive notamment de l'*Economic Community of West African States* (ECOWAS) – ou bien *Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest* (CEDEAO) en français –, un nouveau modèle monétaire a été présenté en décembre 2019, qui devrait remplacer le Franc CFA en 2020, rassembler les pays anglophones et francophones de la CEDEAO et mettre également fin au stockage des réserves monétaires africaines à la Banque de France. Mais la pandémie globale de Covid-19 a toutefois empêché ce changement jusqu'à présent. Actuellement, l'introduction de la nouvelle monnaie, qui restera liée à l'Euro, est prévue pour 2027.¹⁴ L'expert français en développement François Gaulme affirme qu'il s'agit d'une « réforme sans réforme », tandis qu'Alassane Ouattara, l'actuel président de la Côte d'Ivoire, reconnaît un grand avantage dans la stabilité de la valeur de l'ECO.¹⁵ Il reste à supposer qu'avec l'introduction de l'ECO – malgré la diminution apparente de l'influence de la France – les mêmes mécanismes se poursuivent, qui rendent toujours possible en arrière-plan une influence de la France sur l'union monétaire née de la colonisation et sur « ses » anciennes colonies.

¹² Cf. DESTATIS, « Guinea-Bissau », 3.

¹³ Cf. DESTATIS, « Côte d'Ivoire », 3.

¹⁴ Cf. PINTO MOREIRA, « From CFA to ECO ».

¹⁵ Cf. SADAQI, « Währungsstellung », s.p.

« ... et on la déteste. » – Protestations populaires contre le Franc CFA

En effet, le rattachement du Franc CFA et de l'ECO à l'Euro est à la base d'une dynamique néocoloniale. Le prix de la stabilité monétaire est toutefois une certaine dépendance, car cette construction économique signifie aussi que si l'Euro perd de sa valeur par rapport au dollar, par exemple parce que l'économie de la zone Euro s'affaiblit, la valeur du Franc CFA chute également, bien que les 14 États africains de la zone CFA n'aient aucun lien direct avec la zone Euro. En outre, le Franc CFA est considéré comme surévalué en raison du rattachement et de sa valeur actuelle, ce qui rend les exportations de la zone CFA plus chères et freine les investissements. Les critiques y voient un mécanisme qui favorise la vente de marchandises françaises, de la même manière que la France profite du stockage des réserves de devises en cas de taux d'intérêt négatifs. D'un point de vue historique, la coopération franco-africaine a également eu un impact négatif sur les processus macroéconomiques des États africains : l'économiste ivoirien Nicolas Agbohohou montre ainsi, par une comparaison historique sélective de l'évolution du PIB du Niger, du Sénégal et de la République centrafricaine (1960-2005) et de la Côte d'Ivoire, du Togo et du Tchad (1970-1995), que les valeurs respectives, à l'exception du Sénégal, ont baissé de manière constante avec des pourcentages à deux chiffres.¹⁶ Agbohohou en déduit que l'union monétaire du Franc CFA semble nuire au développement des pays membres africains plutôt que de le favoriser, ce que confirment les statistiques économiques actuelles : Avec le Burkina Faso, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Tchad, le Togo et la République centrafricaine, on y trouve sept sur quatorze pays de la zone CFA qui seront classés en 2022 par les Nations Unies parmi les pays avec « low income », ce qui les place parmi les 25 pays dont le PIB est le plus faible au monde.¹⁷

Depuis l'indépendance de la plupart des pays africains, différentes initiatives ont vu le jour en Europe et en Afrique pour lutter contre ces rapports de dépendance dont fait partie le Franc CFA et les mécanismes qui le sous-tendent. En ce qui concerne les mouvements de protestation

¹⁶ Cf. AGBOHO, « Le Franc CFA et le développement de l'Afrique », 3.

¹⁷ Cf. UNITED NATIONS, *World Economic Situation and Prospects*, 119.

africains, il est nécessaire de différencier les objectifs et les contenus. Une grande partie des protestations est dirigée en premier lieu contre les abus nationaux tels que la pauvreté, la corruption, le clientélisme et la mauvaise gestion. L'une des rares exceptions est *Afrikki*, une association transcontinentale regroupant différents mouvements de résistance noirs, fondée à Dakar en 2016 et qui s'est donné pour mission une « solidarité d'actions entre les mouvements des différents pays ».¹⁸ Parallèlement, les multiples formes de protestation politique et artistique voient une composante internationale derrière ces calamités : ainsi, l'influence néocoloniale de la France et les intérêts propres de la nation française qui y sont liés sont souvent mis en relation – parfois directement, parfois indirectement – avec la désintégration de l'État en Afrique francophone. L'une des figures les plus populaires de la résistance postcoloniale est l'activiste franco-béninois Kémi Séba, qui compte plus d'un million d'abonnés dans les réseaux sociaux. Séba est sans doute l'un des porte-parole de l'espace virtuel, qui a été interdit d'entrée au Sénégal, au Togo et en Côte d'Ivoire en raison de la véhémence de ses protestations.¹⁹ En tant que fondateur des *Urgences Panafricanistes* et du *Front Anti CFA*, il s'engage principalement en France contre la Françafrique, le néocolonialisme et le Franc CFA, mais se rend également en Afrique francophone pour convaincre les gens de son idéologie panafricaniste.

L'organisation *Front pour une Révolution Anti-impérialiste, Populaire et Panafricaine* (FRAPP) a des opinions tout aussi radicales, qui sont également exprimées par le slogan « Pour la SOUVERAINETÉ MONÉTAIRE, France Dégage ».²⁰ Le FRAPP – homonyme du substantif « la frappe » – a été fondé en 2017 à Dakar et agit principalement via les médias sociaux. L'ennemi déclaré des activistes est la France, tenue pour responsable de la majeure partie des problèmes sociaux au Sénégal. Un autre mouvement, le groupe nationaliste et patriotique *Y'en a marre*, a été fondé quelques années auparavant, en 2011, par des journalistes, des activistes et des musiciens, dans un premier temps pour protester contre les coupures de courant. La large popularité de *Y'en a marre* peut ainsi être lue

¹⁸ AFRIKKI, « Le réseau des activistes d'Afrique », s.p.

¹⁹ Cf. KOUASSI, « Front anti CFA », s.p.

²⁰ Cf. FRAPP, « Déclaration du 26 février 2021 », s.p.

comme l'expression d'une désaffection globale des politiciens²¹ qui s'est également manifestée dans d'autres régions du monde depuis la crise financière de 2008, lorsqu'une star de la télé-réalité a pris la présidence aux États-Unis, qu'un artiste de cabaret a fondé le parti temporairement le plus puissant en Italie et qu'un acteur a repris en Ukraine le rôle dans la vie quotidienne qu'il jouait encore auparavant à l'écran. Par la suite, le mouvement s'est positionné contre le troisième mandat du président sénégalais de l'époque, Abdoulaye Wade, considéré comme un suppôt des intérêts français. Les protestations qui ont vu le jour à l'approche des élections de 2012 ont également été qualifiées de « printemps sénégalais » – par analogie avec les événements du Printemps arabe en Afrique du Nord et dans la péninsule arabique en 2010 – et ont pu stopper pacifiquement le projet de Wade, principalement en raison du taux de mobilisation élevé du mouvement *Y'en a marre*.²² Louisa Prause considère le grand succès de l'association, malgré le manque de moyens financiers et une structure organisationnelle souvent quasi inexistante, comme

[...] la preuve de l'échec des forces politiques traditionnelles au Sénégal, qui ne parviennent plus à rassembler la jeunesse du pays derrière elles.²³

Ces exemples montrent : la protestation contre le Franc CFA et contre la Francafrique est hétérogène, avec des objectifs différents, parfois avec des orientations nationalistes, parfois avec l'idée d'une coopération panafricaine solidaire. Et pourtant, il existe quelques points communs entre ces mouvements de protestation, qui se manifestent surtout dans la médiatisation de leurs contenus.

En effet, dans presque toutes les formes de protestation, la musique populaire sert de vecteur pour transmettre des messages politiques. D'un point de vue sociologique, la musique peut être utilisée comme un système de signes qui, selon la musicologue Beate Kutschke se référant à Pierre Bourdieu, développe un pouvoir symbolique pour l'exercice du pouvoir politique et qui est utilisé d'une part pour légitimer le pouvoir,

²¹ Cf. PRAUSE, « *Y'en a marre* », 3.

²² Cf. *ibid.*, 1.

²³ *Ibid.*, 3 ; traduit par l'auteur.

par exemple par les hymnes nationaux.²⁴ D'autre part, la musique peut également être utilisée pour délégitimer ou remettre en question les hiérarchies de pouvoir, comme le constate Kutschke. Selon elle, les chansons dans le contexte de la protestation critiquent

[...] the existing social conditions by means of their pithy lyrics and thus help to convey the protesters' grievances; they demand change and negotiations with opposing political groups, mostly state officials and groups in power.²⁵

Les chansons de protestation se distinguent en outre par le fait qu'elles présentent – tout comme la musique de construction d'état – le potentiel de chanter ensemble et qu'elles ont ainsi un effet de renforcement de l'identité par la formation d'une communauté fictive. L'effet politique des chansons n'est pas nécessairement dû à des aspects esthétiques – comme par exemple, si les harmonies ou la présentation d'un clip musical plaisent – mais sur la base de la concordance des associations entre la chanson et les connaissances contextuelles.²⁶

Le fait que beaucoup de mouvements politiques en Afrique subsaharienne proviennent de la musique – et plus précisément du rap – n'est pas un phénomène isolé dans l'air du temps, puisque ce sont justement des rappeurs qui ont lancé un mouvement de protestation au Sénégal contre le président Abdou Diouf déjà dans les années 1980, par exemple.²⁷ Dans ce contexte, les genres populaires comme le rap et le reggae sont principalement appréciés par les jeunes et moins par les générations plus âgées. Pourtant, les mouvements de protestation anti-Franc CFA visent précisément à informer les jeunes et à les influencer : « Nous sommes la voix des jeunes, les jeunes nous écoutent »,²⁸ déclare le Malien Jah Moko, membre du collectif artistique *7 minutes contre le CFA* qui réunit les artistes Kmal Radji (Bénin), Daba Makourehah (Sénégal), Romeij Mc (France), Black Mojah (Côte d'Ivoire), Moona (Sénégal/Bénin), Saah

²⁴ Cf. KUTSCHKE, « Political Music and Protest Song », 266.

²⁵ Ibid., 267.

²⁶ Cf. ibid., 268.

²⁷ Cf. PRAUSE, « Y'en a marre », 3.

²⁸ CASCAIS, « Rap gegen den CFA-Franc », s.p. (original : « Wir sind die Stimme der Jugend, die Jugend hört auf uns » ; traduit par l'auteur).

Karim (Sénégal), Nitt Doff (Sénégal), Elom 20ce (Togo), Samayone (Sénégal/France) aux côtés de Jah Moko, dans une interview. Ce même collectif a publié en 2018, avec la chanson du même nom, ce qui est sans doute la chanson de protestation la plus populaire à ce jour contre le Franc CFA, qui a été vue bien plus de 300.000 fois sur les réseaux sociaux. Cette grande popularité s'explique notamment par le fait que les caractéristiques des chansons de protestation politiques sont remplies. Le refrain est accrocheur et peut être repris en chantant, ce qui augmente le potentiel d'identification avec les messages de la chanson et le mouvement de protestation.

Le contexte méta-textuel de la chanson fait également référence à une solidarité intentionnelle avec le contenu : sous les mots-dièse #FreestyleContreLeCfa et #NousNeSommesPasUneDizaineMaisDesMilliers, des musiciens du monde entier ont pu se filmer en train de faire du rap freestyle sur la chanson. Le deuxième mot-dièse souligne à lui seul l'intention du collectif, qui est de toucher le plus grand nombre de personnes possible. Dans le texte de la chanson, les rappeurs abordent différents aspects qui peuvent être lus comme une critique des relations de dépendance néocoloniales. Grâce à la « monnaie du colon », la France a « le contrôle depuis des décennies » et peut ainsi imposer des directives politiques aux pays CFA, qui peuvent être mises en œuvre par le levier politico-économique et d'autres instruments de la Françafrique comme la présence militaire en Afrique de l'Ouest. La métaphore des présidents ouest-africains comme marionnettes et serviteurs de la France (« Nos présidents sont vos valets ») qui en résulte s'y reflète également. La chanson est, comme nous l'avons décrit plus haut, tout à fait activiste, puisque les conséquences directes du néocolonialisme sont mises en relation avec la souffrance des populations locales (« La rue souffre ») et que les rappeurs appellent en même temps à lever la voix et à briser les chaînes néocoloniales (« Brisons toutes ces chaînes de cet esclavage économique »).

On pourrait également attribuer des intentions similaires à l'émission d'information rap *Kunafoni* du Mali même si le style de cette chanson suit une dialectique du savoir qui tente, à la manière d'un dialogue, d'éclairer plusieurs côtés du pour et du contre au CFA. Les débats politiques sont médiatisés sous forme de dialogues en battle rap et différentes positions sont défendues par les personnages impliqués, ce qui montre l'intention d'éclairer de manière multi-perspective. Dans ce format, les arguments

pour et contre le Franc CFA sont débattus en rap avec un rythme de hip-hop moderne tandis que la structure ressemble à un talk-show politique. Trois des cinq acteurs impliqués, dont les artistes locaux Zed K The Best, Abby Gaël et HLZ Wina, défendent leurs arguments et se livrent à des échanges argumentés, tandis que l'animateur Aboubacar Camara alias Afrik'1, qui se trouve au milieu, tente de guider le débat de manière objective, de poser des questions aux participants et de fournir un contexte informatif permettant de classer les positions respectives. Des interludes avec des déclarations de politiciens, d'économistes et d'activistes africains et européens dont par exemple le président ivoirien Alassane Ouattara, la populiste de droite française Marine Le Pen ou Sémi Kéba offrent en outre des informations pour la discussion et un lien avec les dimensions réelles du débat. Le débat se fait d'abord en français ; après chaque bloc, on peut ensuite entendre un résumé en bambara sous-titré en français par le rappeur Papson. La fraction pro-Franc CFA (Abby Gaël) met notamment en avant la stabilité de la monnaie et les inconvénients non prévisibles d'une réorganisation du système monétaire, tandis que les positions critiques (Zed K The Best ; HLZ Wina) mettent en cause la tutelle néocoloniale de la France, les profits français et le comportement des élites africaines. En tant que format, Kunafoini représente une forme particulière qui pourrait être qualifiée d'*edutainment* en raison de la combinaison de la transmission d'informations sérieuses avec un échange d'arguments controversés et de la réalisation artistique et performative simultanée par le biais de la parole, de la planification préalable et du déroulement défini.

Pourquoi des formats comme celui-ci et d'autres chansons contre le Franc CFA sont-ils si populaires en Afrique subsaharienne et dans la diaspora ? Pour répondre à cette question, nous avons analysé le discours dans un corpus de sept chansons de rap et de reggae publiées après 2010 afin d'identifier les similitudes structurelles et de contenu. Le choix s'est porté sur des chansons représentant six nations de la zone CFA en Afrique, ainsi que sur des productions d'artistes de la diaspora en France et aux États-Unis. L'accès s'est fait par le biais de la plateforme vidéo YouTube, où les chansons ont pu être trouvées par la recherche de titres avec le mot-clé « CFA » et consacrent donc une partie importante de leur

contenu au sujet.²⁹ Les chansons suivantes ont été étudiées pour l'analyse et la réponse à la question de recherche, à savoir comment le Franc CFA est représenté de manière discursive dans la musique populaire rap et reggae en Afrique subsaharienne :

Abréviation	C1	C2	C3	C4	C5	C6	C7
Artiste, titre	Collectif 7 minutes contre le CFA, 7 minutes contre le CFA	Sir Negryon, <i>Franc CFA</i>	Youssoupha, Rap Franc CFA	Cashmire, Madame Franc CFA	Charlemagne Jah Kassé, <i>Franc CFA</i>	Ku-nafoni, Débat Rappé	Général Tchefary, Franc CFA, Monnaie Coloniale
Origine, année	Divers, 2018	Cameroun, 2013	Sénégal/DR Congo, 2011	France, 2021	Togo, 2016	Mali, 2017	Côte d'Ivoire/États-Unis, 2019
Genre	Reggae, Rap	Rap	Rap	Rap	Reggae	Rap	Reggae

Toutes les chansons étudiées évaluent le Franc CFA comme un instrument des continuités coloniales (C1-C7) lorsqu'il est expliqué qu'il s'agit d'une monnaie étrangère « du colon » (C1), « créer par la France, pour les intérêts de la France » (C5) et pour servir les intérêts néocoloniaux de l'ancienne puissance coloniale. L'expression « Le Franc des Français » (C6) est particulièrement intéressante, car le Franc Français n'existe plus aujourd'hui en France, mais seulement dans les anciennes colonies, en raison de son remplacement par l'Euro dans le cadre de l'*Union monétaire européenne*, et il est donc considéré comme un vestige colonial d'un passé violent. Les métaphores de l'exploitation néocoloniale et de l'esclavage (C1 ; C2 ; C4 ; C6 ; C7) sont également omniprésentes, tout comme la présentation du Franc CFA comme moyen de commettre des crimes « légaux » (C1-C5 ; C7).

L'image de la prise d'otages (C1 ; C2) qui rappelle les formes historiques d'esclavage est appliqué aux immenses ressources exploitées (C2 ;

²⁹ Inversement, cela signifie que les chansons qui traitent du sujet et qui ne mentionnent pas explicitement le Franc CFA dans leur titre n'ont pas été prises en compte dans la constitution du corpus.

C3 ; C5) sur le continent africain – principalement le pétrole, le gaz, les terres rares, l’or, l’argent et, plus récemment, l’énergie solaire et l’hydrogène – à deux niveaux : premièrement, les habitants de l’Afrique sont pris en otage par le Franc CFA et, même après la fin formelle du colonialisme, sont opprimés par de nouveaux instruments afin de garder le contrôle des matières premières qui sont importantes pour le développement des nations en Europe – la « pompe à fric » (C5), déjà utilisée par le groupe français *Tryo* en 2003, en est ici un symbole fort. Deuxièmement, les réserves d’or des États africains déposées en France sont également associées à l’image de l’otage, représenté avec le « porte-monnaie dans la poche d’un autre » (C1) et « l’argent des Africains détenu dans le trésor français » (C7). La référence à Bernard Kouchner (C3), ancien ministre français des Affaires étrangères (2007-2010) dans le gouvernement de François Fillon, sert ici d’allusion à l’affaire africaine de 2009, lorsque Kouchner a été accusé par des publicistes en France d’avoir profité à titre privé, avec ses propres entreprises, de subventions lors de la restructuration des systèmes de santé au Gabon et en République du Congo – selon C5, une preuve des collusions en Afrique, dont profitent en premier lieu, outre les élites africaines, les politiciens et hommes d’affaires français.

Dans ce contexte, le regard porté sur les « criminels responsables » est particulièrement intéressant : alors que la France est considérée comme l’acteur principal responsable des souffrances (C1-C5 ; C7), dans cinq des sept chansons, les hommes politiques et les présidents africains sont identifiés comme des « marionnettes » de la France (C1 ; C3 ; C5-C7) : les élites africaines sont désignées comme des « valets » (C1), des « benî-oui-oui » (C5) et des « dirigeants fantoches » (C7) « sans cœur » (C3), qui ne s’intéressent qu’à leur propre bien-être personnel par le biais d’une politique corrompue et qui laissent à la France la possibilité de choisir les chefs d’État africains (C7) en raison de cette cupidité privée et de cette décadence (C3). En même temps, presque toutes les chansons se solidarisent avec « la population » (C7), « le peuple » (C3 ; C4), « les Africains » (C6), « les êtres » du continent Africain (C2) et « la rue » (C1), c’est-à-dire un groupe qui peut être compris comme la société majoritaire ou la grande masse des pays concernés. Le lien entre les artistes et ces grandes masses est parfois établi par un pronom possessif (C2 « mon continent » ; C3 « mon Afrique » ; C4 « mon peuple » ; C7 « notre population »), ce qui vise à créer un lien direct tout en exprimant la légitimité selon laquelle les chanteurs

se considèrent comme les porte-parole de ces membres des sociétés africaines dites opprimés par le Franc CFA. Il en résulte une constellation joueur-adversaire dans le sens d'une dichotomie moralisatrice « nous, les artistes avec le peuple contre le néocolonialisme » alors que ce dernier semble représenté par les hommes politiques et les entrepreneurs français ainsi que par les dirigeants africains. Cette dichotomie est renforcée dans C4 par la représentation anthropomorphisée du Franc CFA : la monnaie est mise en scène sur le plan textuel comme une femme dont la relation a échoué, comme un amour entre deux opposés qui, en raison de la nature toxique de cette relation, n'a apporté que des avantages à l'un des deux camps. Les nombreuses références à Thomas Sankara, une icône d'une politique anticoloniale contre la France, sous forme de texte (C5) ou d'image (C1), ou à d'autres héros des indépendances africaines comme Patrice Lumumba (C5), Sylvanus Olympio (C5) et Nelson Mandela (C4), sont d'autant plus intéressantes.

Sankara, socialiste et premier président du Burkina Faso indépendant, a combattu la corruption, le machisme patriarcal et les influences néocoloniales, raison pour laquelle il a été assassiné en 1987 par le futur président Blaise Compaoré, probablement avec le soutien de la France. Des destins comparables ont frappé Lumumba en République du Congo³⁰ et Olympio au Togo dans les années 1950 et 1960, tandis que Mandela apparaît comme une figure marquante de la fin conciliante de l'apartheid en Afrique du Sud en 1994. Une autre référence importante dans les chansons analysées est l'idée du panafricanisme (C1 ; C4), c'est-à-dire la construction d'une unité globale d'Africains indépendamment de la nationalité ou de l'attribution ethnique, fondée par Marcus Garvey et d'autres dans la première moitié du 20^e siècle et développée par des penseurs africains et des militants américains comme Malcolm X ou Martin Luther King quelques décennies après. La référence à cette communauté panafricaine imaginée et la mention des révoltes en Afrique du Nord et en Haïti (C3) conduit à ce que la protestation contre le Franc CFA ne soit pas considérée comme une affaire nationale, mais plutôt comme une pré-occupation mondiale. Les appels à l'action dans C1, C5 et C6 révèlent une intention affirmative des chansons concernées, qui vise à un désir de

³⁰ Aujourd'hui : République Démocratique du Congo.

changement et qui, en lien avec la solidarité avec « le peuple », vont au-delà d'une critique.

Conclusion

En conclusion, nous pouvons donc retenir que la popularité des chansons de rap et de reggae étudiées résulte d'une part de la référence à l'histoire des mouvements anticoloniaux et à une solidarité panafricaine. La mention des continuités historiques peut être considérée comme un moyen efficace d'établir un lien entre le contenu des chansons de protestation et les connaissances contextuelles des auditeurs – après tout, presque chaque africain.e et afrodescendant.e connaît les noms de Sankara, Lumumba ou Mandela. D'autre part, les références directes à la réalité de vie des Africains qui utilisent le Franc CFA au quotidien jouent un rôle décisif dans la diffusion populaire. La création textuelle d'une communauté fictive joue son rôle dans la popularité des chansons et, par conséquent, des concepts, idées et idéologies politiques qui se cachent implicitement ou explicitement derrière elles.

Dans ce contexte, une culture musicale engagée peut être considérée comme un moyen artistique et didactique pour former la volonté politique dans des pays avec une population majoritairement âgée de moins de 15 ans. Les genres urbains comme le rap et le reggae parlent le langage visuel et textuel des jeunes et sont facilement accessibles en ligne. La large utilisation des médias sociaux permet une distribution généralement gratuite, tandis que les coûts pour l'équipement des studios d'enregistrement et de vidéo ont rapidement diminué. Les médias sociaux servent donc d'accélérateur de popularité et permettent à la lutte contre le Franc CFA de remporter quelques succès partiels, comme cela a déjà été observé dans le sillage du printemps arabe. Celui-ci a déjà prouvé que les médias sociaux ne peuvent pas se soustraire complètement aux réactions répressives de l'État, mais qu'ils semblent en même temps moins contrôlables que les manifestations dans la rue. Et en effet, la décision des acteurs politiques de remplacer le Franc CFA par l'ECO est probablement due à la résistance politique, sociale et artistique qui s'est regroupée dans la rue, mais surtout en ligne. Il reste à voir si la protestation contre la nouvelle monnaie sera aussi créative.

Bibliographie

Littérature primaire

CASHMIRE : « Madame Franc CFA »

[<https://www.youtube.com/watch?v=Fi-D63SPtEM> (dernier accès : 20.03.2025)].

CHARLEMAGNE JAH KASSE : « Franc CFA »

[<https://www.youtube.com/watch?v=OQLz3kZOKk4> (dernier accès : 20.03.2025)].

COLLECTIF 7 MINUTES CONTRE LE CFA : « 7 minutes contre le CFA »

[<https://www.youtube.com/watch?v=OO-s94Rf36k> (dernier accès : 20.03.2025)].

GENERAL TCHEFARY : « Franc CFA, Monnaie Coloniale »

[<https://www.youtube.com/watch?v=OudqGnMhFSk> (dernier accès : 20.03.2025)].

KUNAFONI : « Débat Rappé : Le Franc CFA est-il le seul obstacle d'une Afrique développée ? »

[<https://www.youtube.com/watch?v=sPEM-LBILcQ> (dernier accès : 20.03.2025)].

SIR NEGRYON : « Franc CFA »

[<https://www.youtube.com/watch?v=LGWtfUJH8kag> (dernier accès : 20.03.2025)].

TRYO : « Pempafric »

[<https://www.youtube.com/watch?v=4w0ZG67FVgI> (dernier accès : 20.03.2025)].

YOUSSEUPHA : « Rap Franc CFA »

[<https://www.youtube.com/watch?v=o868K8mCYLg> (dernier accès : 20.03.2025)].

Littérature secondaire

AFRIKKI : « Le réseau des activistes d'Afrique et de ses diasporas »

[<https://afrikki.org/afrikki> (dernier accès : 5.6.2022)].

AGBOHOU, NICOLAS : « Le Franc CFA et le développement de l'Afrique »

[<https://touscontrelecf.org/wp-content/uploads/2018/03/Le-FCFA-un-obstacle-pour-le-developpement.pdf> (dernier accès : 20.03.2023)], 1-36.

- CASCAIS, ANTONIO : « Rap gegen den CFA-Franc »
[<https://www.dw.com/de/westafrika-rap-gegen-die-kolonialw%C3%A4hrung-cfa-franc/a-44340082> (dernier accès : 20.03.2025)].
- DESTATIS : « Côte d'Ivoire. Statistisches Länderprofil », 2 (2023).
[https://www.destatis.de/DE/Themen/Laender-Regionen/Internationales/Laenderprofile/cote-divoire.pdf?__blob=publicationFile (dernier accès : 20.03.2025)].
- DESTATIS : « Guinea-Bissau. Statistisches Länderprofil », 2 (2023).
[https://www.destatis.de/DE/Themen/Laender-Regionen/Internationales/Laenderprofile/guinea-bissau.pdf?__blob=publicationFile (dernier accès : 20.03.2025)].
- DIALLO, TIEMOKO : « Félix Houphouët-Boigny, le « Big Boss » de la Françafrique », *Cahiers d'histoire – revue d'histoire critique* 157 (2023), 23-41.
- FRAPP SENEGAL : « Déclaration du 26 février 2021 »
[<https://www.afriquesenlutte.org/afrique-de-l-ouest/senegal/article/front-pour-une-revolution-anti-imperialiste-populaire-et-panafricaine-frapp> (dernier accès : 20.03.2025)].
- GULDE, ANNE-MARIE : « Overview », GULDE, ANNE-MARIE/CHARAMLAMBOS TSANGARIDES (éds.) : *The CFA Franc Zone. Common Currency, Uncommon Challenges* (2008), 1-24.
- KONAN, VENANCE : « La France, on l'aime et on la déteste »
[<https://www.jeuneafrique.com/mag/562545/politique/tribune-la-france-on-laime-et-on-la-deteste/> (dernier accès : 20.03.2025)].
- KOUASSI, CAROLE : « Front anti-CFA : l'activiste Kémi Séba expulsé de la Côte d'Ivoire » [<https://fr.africanews.com/2019/03/27/front-anti-cfa-l-activiste-kemi-seba-expulse-de-la-cote-d-ivoire/> (dernier accès : 20.03.2025)].
- KUTSCHKE, BEATE : « Political Music and Protest Song », FAHLENBRACH, KATHRIN/MARTIN KLIMKE/JOACHIM SCHARLOTH (éds.) : *Protest Cultures. A Companion*, New York/Oxford : Berghahn 2016, 264-272.
- PIGEAUD, FANNY/NDONGO SAMBA SYLLA : *L'arme invisible de la Françafrique. Une histoire du Franc CFA*, Paris : La Découverte 2018.
- : « Der CFA-Franc. Afrikas letzte Kolonialwährung », *Aus Politik und Zeitgeschichte* 72.18-19 (2022), 57-62.
- PINTO MOREIRA, EMMANUEL : « From CFA to ECO: Opportunities and Challenges of Economic and Monetary Cooperation in West Africa », *Policy Paper* 16/21 (2021)

- [<https://www.policycenter.ma/sites/default/files/2021-10/PP-16-21-PINTO-2.pdf>] (dernier accès : 20.03.2025)], 7-19.
- PRAUSE, LOUISA : « Y'en a marre: Wer sind sie, wie mobilisieren sie und was fordern sie? », *Points de vue internationaux* 2 (2012) [https://www.rosalux.de/fileadmin/rls_uploads/pdfs/Standpunkte/Standpunkte_international/Standpunkte_int_02-2012.pdf] (dernier accès : 20.03.2025)], 1-4.
- SADAQI, DUNJA : « Währungsumstellung. Acht Mal < Eco > in Afrika » [<https://www.deutschlandfunk.de/waehrungsumstellung-acht-mal-eco-in-afrika-100.html>] (dernier accès : 20.03.2025)].
- SCHLICHTE, KLAUS : « La Françafrique – Postkolonialer Habitus und Klientelismus in der französischen Afrikapolitik », *Zeitschrift für Internationale Beziehungen* 5.2 (1998), 309-343.
- SUCHANEK, JAN : « The CFA Zone: A Positive Example of Monetary Coordination? », FRITZ, BARBARA/MARTINA METZGER : *New Issues in Regional Monetary Coordination. Understanding North-South and South-South Arrangements*, Basingstoke : Palgrave Macmillan 2006, 165-187.
- TAYLOR, IAN : « France à fric : the CFA zone in Africa and neocolonialism », *Third World Quarterly* 40.6 (2019), 1064-1088.
- United Nations (éd.) : *World Economic Situation and Prospects*, New York : United Nations publications 2023 [https://desapublications.un.org/file/1113/download?_ga=2.107076421.697749812.1729437656-2090131068.1729437656] (dernier accès : 20.03.2025)].